



Communiqué de presse

Hors séance boursière – Information réglementée*

Bruxelles, 16 novembre 2017 (07.00 a.m. CET)

KBC Groupe : robuste bénéfice de 691 millions d'euros au troisième trimestre

Dans un contexte d'expansion économique soutenue, d'inflation modérée, d'appréciation de l'euro et de persistance de taux d'intérêt bas, KBC signe un troisième trimestre 2017 solide, dégageant un bénéfice net de 691 millions d'euros. Au cours du trimestre sous revue, nos principales activités ont à nouveau bien performé, tandis que les coûts sont restés maîtrisés et que le niveau des réductions de valeur sur crédits est resté extrêmement faible. Les sociétés bulgares récemment acquises ont également contribué favorablement au bénéfice net. Ce troisième trimestre solide vient s'ajouter aux résultats appréciables des deux premiers trimestres, ce qui porte le résultat net pour les neuf premiers mois de 2017 à 2 176 millions d'euros, soit un chiffre de loin supérieur au montant de 1 742 millions enregistré sur la même période en 2016. Notre solvabilité et notre liquidité se maintiennent également à un niveau robuste. Dans le cadre de notre politique en matière de dividende, nous verserons un dividende intérimaire de 1 euro par action le 17 novembre 2017.

Principales données financières du troisième trimestre 2017

- Nos franchises existantes de banque et d'assurance ont à nouveau réalisé un beau parcours sur nos marchés clés, tandis que les sociétés bulgares récemment acquises, UBB et Interlease, ont également contribué au résultat net à hauteur de 14 millions d'euros. Par conséquent, le résultat du groupe pour le trimestre sous revue ressort à pas moins de 691 millions d'euros.
- Les crédits à la clientèle ont progressé de 1% en glissement trimestriel et de 6% en rythme annuel, toutes les divisions signant une hausse. Les dépôts des clients sont pour leur part restés stables en rythme trimestriel mais ont par contre grimpé de 12% en glissement annuel, la hausse s'observant dans toutes les divisions ici aussi. S'agissant de la croissance des volumes en glissement annuel, 1,4 point de pourcentage (pour les crédits) et 1,9 point de pourcentage (pour les dépôts) sont attribuables à l'inclusion pour la première fois d'UBB/Interlease dans les chiffres.

- Nos revenus nets d'intérêts, qui représentent notre principale source de revenus, se sont inscrits en hausse de 1% par rapport au trimestre précédent et ressortent en baisse de tout juste 2% par rapport à un an auparavant, et ce essentiellement en raison de l'effet positif lié à la consolidation d'UBB/Interlease pour la première fois. La marge nette d'intérêts s'est établie à 1,83%, soit une baisse de 3 points de base en glissement trimestriel et de 7 points de base en glissement annuel.
- La hausse des primes encaissées, un meilleur résultat de la réassurance et une libération de provisions non récurrente en Belgique ont dopé les revenus techniques des activités d'assurance non vie de 23% en glissement annuel. Notre ratio combiné non vie ressort ainsi à un exceptionnel 83% pour les neuf premiers mois de 2017. Les ventes de nos produits d'assurance vie n'ont que légèrement baissé d'un trimestre sur l'autre, mais ont chuté de 10% par rapport à leur niveau d'il y a un an.
- Les revenus nets de commissions sont restés solides, progressant de 11% en glissement annuel, grâce essentiellement à nos activités de gestion d'actifs et à l'inclusion d'UBB/Interlease dans les chiffres pour la première fois. Toutefois, par rapport au trimestre précédent, on note un recul de 5% qui reflète en partie l'effet de la période de vacances.
- Tous les autres éléments de revenus combinés ont chuté de 34% d'un trimestre sur l'autre, mais ont gagné 49% en glissement annuel. Ceci s'explique, dans les deux cas, en grande partie par les variations du niveau des revenus à la juste valeur et liés aux activités de trading et par un élément négatif de 54 millions d'euros au cours du trimestre sous revue (lié à un examen - actuellement en cours à l'échelle du secteur - des prêts hypothécaires de type « tracker rate » dont l'origine remonte à avant 2009 en Irlande).
- Nos charges d'exploitation restent relativement stables en rythme trimestriel et s'inscrivent en hausse de 2% en un an. Si l'on exclut UBB/Interlease, les coûts diminuent de 2% en glissement trimestriel mais demeurent stables en rythme annuel. Le ratio charges/produits s'établit dès lors à un niveau favorable de 54% pour les neuf premiers mois de l'année 2017.
- Les réductions de valeur sur crédits pendant le trimestre sous revue demeurent extrêmement faibles, à 15 millions d'euros. Celles-ci incluent une libération nette de réductions de valeur sur crédits de 26 millions d'euros en Irlande et des niveaux de réductions de valeur supplémentaires généralement faibles dans tous les autres pays stratégiques. Le coût du crédit est par conséquent ressorti à un très favorable -0,05% pour les neuf premiers mois de 2017 (un chiffre négatif indique un impact positif sur les résultats).
- Notre position de trésorerie est restée robuste, tout comme notre base de capital, avec un ratio common equity de 15,9% (à pleine charge, selon le compromis danois).



Johan Thijs, CEO de notre groupe :

« Le troisième trimestre s'est à nouveau révélé d'excellente facture pour le groupe. Un certain nombre de facteurs se sont avérés déterminants à cet égard, au nombre desquels la croissance des revenus nets d'intérêts, de solides revenus nets de commissions et un niveau élevé de revenus d'assurance, grâce notamment à la libération de certaines provisions. Qui plus est, nos coûts sont demeurés sous contrôle et les réductions de valeur sur crédits se maintiennent à un niveau très bas. Pour couronner le tout, les

entités bulgares UBB et Interlease, dont nous avons récemment fait l'acquisition, ont contribué à hauteur de 14 millions d'euros aux résultats du trimestre. En outre, les résultats trimestriels sont aussi influencés par un examen - actuellement en cours à l'échelle du secteur - des prêts hypothécaires de type « tracker rate » dont l'origine remonte à avant 2009 en Irlande, et pour lesquels a été prise ce trimestre une inscription comptable négative de 54 millions d'euros.

Tout cela a débouché sur un montant de 691 millions d'euros de bénéfices nets pour le trimestre sous revue. Conjugués aux 630 millions d'euros enregistrés au premier trimestre, ainsi qu'à un deuxième trimestre exceptionnellement bon (855 millions d'euros), cela porte notre résultat net pour les neuf premiers mois de l'année à 2 176 millions d'euros, soit une hausse de 25% par rapport à la même période en 2016.

Nous avons travaillé sans relâche à la mise en œuvre de notre stratégie, qui s'est jusqu'à présent avérée très porteuse. Le déploiement de notre stratégie numérique se déroule comme prévu et nous consacrons nos efforts au développement de notre activité de bancassurance, tout en soutenant les économies et les clients locaux dans les pays où nous opérons. Nous avons pris de l'avance dans l'intégration opérationnelle de nos nouvelles acquisitions en Bulgarie, à savoir UBB et Interlease, afin d'occuper également à terme une position de leader du marché dans ce pays stratégique.

Nous sommes reconnaissants envers nos clients et nos collaborateurs pour la confiance qu'ils témoignent à notre société et nous continuons à concentrer tous nos efforts afin de devenir la référence dans le domaine de la bancassurance axée sur le client dans l'ensemble de nos pays stratégiques. »

Aperçu Groupe KBC (consolidé, IFRS)	3TR2017	2TR2017	3TR2016	9M2017	9M2016
Résultat net (en millions EUR)	691	855	629	2 176	1 742
Bénéfice de base par action (EUR)	1.62	2.01	1.47	5.11	4.07
Ventilation du résultat net, par division (en millions EUR)					
Belgique	455	483	414	1 240	993
République tchèque	170	183	145	534	465
Marchés internationaux	78	177	106	370	289
Centre de groupe	-12	12	-36	32	-5
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	40.6	39.8	36.2	40.6	36.2

Le cœur de notre stratégie

Notre stratégie de base reste centrée sur la fourniture de produits et de services de bancassurance aux particuliers, aux PME et aux moyennes capitalisations dans nos pays stratégiques, à savoir en Belgique, en Bulgarie, en Hongrie, en Irlande, en République tchèque et en Slovaquie.

Notre stratégie s'articule autour de quatre grands principes interdépendants :

- Nous plaçons les intérêts de nos clients au premier plan de nos préoccupations et avons pour objectif de leur offrir à tout moment des services de qualité et des solutions pertinentes.
- Nous cherchons à proposer à nos clients une expérience unique dans le domaine de la bancassurance.
- Nous développons notre groupe dans une optique de long terme afin de générer une croissance durable et rentable.
- Nous prenons très au sérieux nos responsabilités à l'égard de la société et des économies locales et avons pour ambition d'intégrer ces aspects à nos activités quotidiennes.



client centricity



bank-insurance

sustainable
profitable growth

role in society

Aperçu de résultats et de notre bilan

nos

Pour les données complètes du compte de résultats et du bilan consolidés selon les normes IFRS, nous vous renvoyons au chapitre « Consolidated financial statements » du rapport trimestriel, qui reprend également un résumé du résultat global, des variations des capitaux propres des actionnaires, ainsi que plusieurs annexes relatives aux comptes.

Compte de résultat consolidé selon IFRS, Groupe KBC (en millions EUR)	3TR2017	2TR2017	1TR2017	4TR2016	3TR2016	9M 2017	9M 2016
Revenus nets d'intérêts	1 039	1 028	1 025	1 057	1 064	3 091	3 201
Assurance non vie (avant réassurance)	188	179	187	178	164	554	450
<i>Primes acquises</i>	378	369	360	363	357	1 107	1 047
<i>Charges techniques</i>	-190	-190	-173	-185	-193	-553	-597
Assurance vie (avant réassurance)	-3	-24	-28	-44	-34	-55	-107
<i>Primes acquises</i>	282	267	312	413	336	861	1 163
<i>Charges techniques</i>	-284	-291	-341	-457	-370	-916	-1 271
Résultat de la réassurance cédée	16	-10	-4	-15	-1	2	-23
Revenus de dividendes	11	30	15	19	12	55	58
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	182	249	191	224	69	622	317
Résultat net réalisé sur des actifs disponibles à la vente	51	52	45	8	26	148	181
Revenus nets de commissions	408	430	439	376	368	1 277	1 074
Autres revenus nets	4	47	77	101	59	128	157
Total des revenus	1 896	1 980	1 946	1 903	1 727	5 822	5 308
Charges d'exploitation	-914	-910	-1 229	-963	-895	-3 053	-2 985
Réductions de valeur	-31	71	-8	-73	-28	32	-127
sur prêts et créances	-15	78	-6	-54	-18	57	-71
sur actifs financiers disponibles à la vente	-6	-2	-1	-4	-7	-9	-51
sur goodwill	0	0	0	0	0	0	0
autres	-11	-5	0	-15	-3	-16	-5
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	8	3	5	5	9	16	22
Résultat avant impôts	959	1 144	715	871	814	2 818	2 218
Impôts	-268	-288	-85	-186	-184	-641	-476
Résultat net après impôts des activités abandonnées	0	0	0	0	0	0	0
Résultat après impôts	691	855	630	685	629	2 176	1 742
attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0
attribuable aux actionnaires de la société mère	691	855	630	685	629	2 176	1 742
Bénéfice de base par action (EUR)	1.62	2.01	1.47	1.61	1.47	5.11	4.07
Bénéfice dilué par action (EUR)	1.62	2.01	1.47	1.61	1.47	5.11	4.07

Ratios sélectionnés pour le Groupe KBC (consolidé)	9M2017	Exercice complet 2016	9M2016
Rentabilité et efficacité			
Rendement sur capitaux propres	19%	18%	18%
Ratio charges/produits, activités bancaires (entre parenthèses : après répartition homogène des taxes bancaires et exclusion de divers éléments hors exploitation)	54% (54%)	55% (57%)	57% (57%)
Ratio combiné, assurance non-vie	83%	93%	94%
Solvabilité			
Ratio common equity selon Bâle III (compromis danois, phased-in/à pleine charge)	16.1%/15.9%	16.2%/15.8%	15.1%/15.3%
Ratio common equity selon la méthode FICOD (à pleine charge)	15.2%	14.5%	13.6%
Ratio de levier financier (« leverage ratio ») selon Bâle III (à pleine charge)	5.8%	6.1%	6.2%
Risque de crédit			
Ratio de coût du crédit*	-0.05%	0.09%	0.07%
Ratio de crédits impaired	6.6%	7.2%	7.6%
pour les crédits présentant un arriéré de plus de 90 jours	3.7%	3.9%	4.2%
Liquidité			
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	130%	125%	123%
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	150%	139%	137%

* Un chiffre négatif indique une libération nette de réductions de valeur sur crédits

(impact positif sur les résultats).

Chiffres clés du bilan consolidé Groupe KBC (en millions EUR)	30-09-2017	30-06-2017	31-03-2017	31-12-2016	30-09-2016
Total de l'actif	296 885	296 479	287 293	275 200	266 016
Prêts et avances à la clientèle	140 466	139 350	135 304	133 231	131 973
Titres (actions et titres de créance)	69 273	70 898	72 329	73 262	72 774
Dépôts de la clientèle et titres de dette	190 824	189 938	181 722	177 730	170 425
Provisions techniques avant réassurance	18 096	18 905	19 234	19 657	19 745
Dettes de contrats d'investissement, assurance	13 294	13 339	13 128	12 653	12 506
Capitaux propres de la société mère	17 003	16 665	16 508	15 957	15 135

Analyse du trimestre (3TR2017)

Le résultat net pour le trimestre s'est établi à 691 millions d'euros, contre 855 millions d'euros au trimestre précédent et 629 millions d'euros pour le même trimestre un an plus tôt.

Remarque : les entités UBB et Interlease en Bulgarie, d'acquisition récente, sont incluses dans les résultats du groupe à compter du troisième trimestre de 2017 (résultat net de 14 millions d'euros. Veuillez noter qu'UBB et Interlease étaient déjà reprises au bilan du 30 juin 2017).

Le total de nos revenus a reculé de 4% par rapport au trimestre précédent dès lors que la hausse des revenus techniques issus des assurances et les revenus nets d'intérêts ont été neutralisés par une baisse des revenus à la juste valeur et liés aux activités de trading, un élément négatif dans les autres revenus nets et une baisse saisonnière sur certains autres revenus.

À 1 039 millions d'euros, nos revenus nets d'intérêts s'inscrivent en hausse de 1% par rapport au trimestre précédent, mais en recul de 2% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Les revenus nets d'intérêts ont tiré parti d'une diminution des coûts de financement ainsi que de la poursuite de la croissance des volumes des crédits (voir infra), de même que de l'inclusion, pour la première fois, des entités UBB et Interlease dans les chiffres, à hauteur de 28 millions d'euros de revenus nets d'intérêts. Ces éléments positifs ont été neutralisés en partie par une contribution plus faible de la salle des marchés aux revenus d'intérêts, par la faiblesse persistante des rendements du

réinvestissement, par une diminution des commissions de remboursement anticipé sur le refinancement de prêts hypothécaires (en glissement annuel essentiellement) et des pressions sur les marges sur prêts dans la plupart des pays stratégiques. En conséquence, notre marge nette d'intérêts est ressortie à 1,83% pour le trimestre sous revue, soit respectivement une baisse de 3 et 7 points de base par rapport au trimestre précédent et au même trimestre un an plus tôt. Comme déjà mentionné, la croissance des volumes de crédits a continué de soutenir les revenus d'intérêts, le volume total des crédits a augmenté de 1% en glissement trimestriel et de 6% en rythme annuel, avec une croissance dans l'ensemble des divisions. Les dépôts n'ont guère évolué en glissement trimestriel et ont augmenté de 12% d'une année sur l'autre, et ce dans toutes les divisions. Abstraction faite d'UBB et Interlease, la croissance organique des crédits en rythme annuel aurait été de 4%, et celle des dépôts de quelque 10%.



Les revenus techniques issus de nos activités d'assurance vie et non vie (primes acquises moins charges techniques, plus résultat de la réassurance cédée) se sont montés à un niveau élevé de 201 millions d'euros au cours du trimestre sous revue. Les activités non vie ont contribué à hauteur de 202 millions d'euros aux revenus techniques issus de l'assurance, soit une hausse de respectivement 19% et 23% par rapport au trimestre précédent et au même trimestre un an plus tôt, à la faveur d'une augmentation des primes non vie encaissées dans la plupart des pays stratégiques, d'un résultat en hausse de la réassurance et d'une libération non récurrente de provisions non vie en Belgique (26 millions d'euros). Notre ratio combiné pour les trois premiers trimestres de 2017 atteint dès lors un excellent 83% (86% si l'on exclut la libération exceptionnelle des provisions), contre 93% pour l'exercice 2016.

Nos activités d'assurance vie ont contribué à hauteur de -1 million d'euros aux revenus techniques issus de l'assurance, contre -25 millions d'euros au trimestre précédent et -35 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt, en raison du fait qu'elles ont profité, entre autres, d'une libération de provisions liées au segment vie en Belgique (23 millions d'euros). Les ventes des produits d'assurance vie ont reculé de 3% par rapport au trimestre précédent, et de 10% par rapport au même trimestre un an plus tôt, l'essentiel du déclin étant imputable à la vente des produits à intérêts garantis en Belgique (compte tenu de l'environnement de taux bas). La part des produits à taux d'intérêt garanti dans le total des ventes de produits d'assurance vie a par conséquent chuté à 54% au troisième trimestre 2017, les produits de la branche 23 représentant les 46% restants.

À 408 millions d'euros, les revenus nets de commissions sont restés solides. En un an, ils ont grimpé de 11%, grâce essentiellement à la contribution apportée par nos activités de gestion d'actifs en Belgique et, dans une moindre mesure, à des commissions sur les services de paiement plus élevées dans un certain nombre de pays et à l'intégration d'UBB/Interlease dans les chiffres pour la première fois (à hauteur de quelque 12

millions d'euros). On constate toutefois une diminution de 5% par rapport au précédent trimestre, qui reflète en partie les effets de la saison estivale (baisse des droits d'entrée induite par un repli des ventes de fonds, une baisse des transactions liées à des titres, etc.). Fin septembre 2017, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 217 milliards d'euros, ce qui correspond à une augmentation de 1% en rythme trimestriel et de près de 4% sur un an, liée principalement à l'évolution favorable des prix sur les deux périodes.

Les autres éléments de revenu ont totalisé 248 millions d'euros, contre 378 millions d'euros au trimestre précédent et 166 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Les chiffres pour le troisième trimestre 2017 incluaient un montant relativement élevé de 51 millions d'euros de plus-values réalisées sur la vente de titres disponibles à la vente (essentiellement des actions), 11 millions d'euros de revenus de dividendes (en baisse par rapport aux chiffres précédents, le deuxième trimestre de l'année incluant traditionnellement la majorité des dividendes reçus) et 4 millions d'euros d'autres revenus nets (recul en glissement trimestriel et annuel, compte tenu d'une provision supplémentaire de 54 millions d'euros liée à un examen - actuellement en cours à l'échelle du secteur - des prêts hypothécaires de type « tracker rate » dont l'origine remonte à avant 2009 en Irlande). Ils incluent également un résultat net de 182 millions d'euros pour les instruments financiers à la juste valeur (revenus à la juste valeur et liés au trading). Ces derniers ont augmenté par rapport aux 69 millions d'euros enregistrés à la même période un an plus tôt, mais reculé par rapport au montant exceptionnel de 249 millions d'euros enregistré au trimestre précédent, en raison essentiellement de la baisse des prix du marché des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management (en partie liés aux swaps sur la CZK) et d'une baisse des revenus provenant de la salle des marchés.

Des charges d'exploitation étales en glissement trimestriel

À 914 millions d'euros, les charges d'exploitation ont fait du surplace en rythme trimestriel, et ont grappillé 2% en rythme annuel (hors UBB/Interlease, les charges ont même baissé de 2% en glissement trimestriel et sont restées au même niveau en glissement annuel). L'évolution neutre des coûts d'un trimestre sur l'autre - en dépit de l'impact de 20 millions d'euros d'UBB/Interlease - a été principalement attribuable à une diminution des charges du personnel, des frais professionnels, des dépenses d'équipements et des frais ICT, entre autres. D'autre part, la hausse de 2% en rythme annuel des coûts est le résultat d'une augmentation des dépenses du personnel (évolution des salaires), des frais ICT, de la dépréciation et de l'impact d'UBB/Interlease, partiellement compensés par des réductions au niveau des frais professionnels, des dépenses d'équipements et des coûts du marketing.

Le ratio charges/produits de nos activités bancaires s'établit dès lors à un solide 54% pour les neuf premiers mois de 2017, contre 55% pour l'exercice 2016. Si l'on répartit les taxes bancaires de façon homogène sur l'ensemble de l'année et que l'on exclut divers éléments hors exploitation (prix du marché des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management, impact des poursuites judiciaires antérieures, effet de la liquidation de sociétés du groupe, etc.), notre ratio charges/produits ajusté se monte lui aussi à 54% pour les trois premiers trimestres 2017, contre 57% pour l'exercice 2016 complet.

Niveau faible des réductions de valeur sur crédits durant le trimestre sous revue

Au cours du troisième trimestre de 2017, seule une très légère hausse des réductions de valeur sur crédits a été observée (15 millions). À titre de comparaison, nous avons libéré des réductions de valeur (avec un impact positif sur les résultats) de 78 millions d'euros au trimestre précédent et enregistré une progression de 18 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Le faible niveau des réductions de valeur au cours du trimestre sous revue était imputable à la combinaison d'une libération d'une réduction de valeur de 26 millions d'euros en Irlande (résultant essentiellement de l'évolution positive de l'indice du prix moyen des logements à 9 mois et d'une amélioration au niveau du portefeuille des emprunts douteux), ainsi que d'un niveau relativement bas des charges supplémentaires des réductions de valeur dans l'ensemble des autres

pays stratégiques : 21 millions d'euros en Belgique (hausse en glissement trimestriel due à un vaste crédit corporate), 1 million d'euros en République tchèque, 7 millions d'euros en Slovaquie, 0 million d'euros en Hongrie, 7 millions d'euros en Bulgarie (pratiquement entièrement liés au portefeuille UBB) et 6 millions d'euros pour le Centre de groupe.

Les réductions de valeur sur crédits annualisées à l'échelle du groupe ont dès lors représenté une part très faible du portefeuille de prêts total sur les neuf premiers mois de 2017 (-0,05% – un chiffre négatif indique un impact positif sur les résultats).

La qualité des prêts s'est encore améliorée : à fin septembre 2017, notre portefeuille de crédits comportait quelque 6,6% de crédits impaired, dont 3,7% de « crédits impaired non acquittés depuis plus de 90 jours » (contre 7,2% et 3,9%, respectivement, à fin 2016).

Les réductions de valeur sur actifs autres que des prêts sont ressorties à 17 millions d'euros, contre 7 millions au trimestre précédent et 10 millions d'euros au troisième trimestre 2016. Les chiffres du troisième trimestre 2017 portaient principalement sur des actions disponibles à la vente, des biens d'équipements et d'ICT, entre autres.

Résultats par division (en rythme trimestriel)

Notre bénéfice trimestriel de 691 millions d'euros peut être réparti comme suit :

- 455 millions d'euros pour la division Belgique.

Le résultat net recule de 6% d'un trimestre à l'autre, en raison notamment d'une baisse partiellement saisonnière des revenus nets de commissions et des revenus des dividendes, de revenus nets d'intérêts en repli, d'une diminution des revenus à la juste valeur et liés aux activités de trading après un précédent trimestre de très haut niveau, d'une hausse des réductions de valeur sur crédits - qui restent faibles - et d'une progression des réductions de valeur sur d'autres actifs. Plusieurs éléments y ont fait contrepoids, notamment des revenus techniques issus des activités d'assurance en forte augmentation (à la faveur de libérations exceptionnelles de provisions), une progression des autres revenus nets et un recul des charges d'exploitation.

- 170 millions d'euros pour la division République tchèque.
Le résultat net s'est inscrit en recul de 7% par rapport au précédent trimestre, essentiellement du fait des revenus à la juste valeur et liés aux activités de trading qui, bien que toujours élevés, sont ressortis en dessous du niveau très élevé enregistré au précédent trimestre. On signalera par ailleurs un niveau moins élevé des plus-values réalisées sur la vente d'actifs financiers et une diminution des revenus nets de commissions, partiellement neutralisées par un niveau plus faible de réductions de valeur sur crédits et des revenus techniques issus des activités d'assurance améliorés.
- 78 millions d'euros pour la division Marchés internationaux, dont 16 millions d'euros pour la Slovaquie, 40 millions d'euros pour la Hongrie, 22 millions d'euros pour la Bulgarie (14 millions d'euros étant attribuables à UBB/Interlease) et -1 million d'euros pour l'Irlande. Pour l'ensemble de



la division, cela représentait une diminution en glissement trimestriel de 99 millions d'euros, à mettre essentiellement à l'actif de l'Irlande, où les libérations des réductions de valeur sur crédits ont baissé au cours du trimestre sous revue, et la constitution d'une provision de 54 millions d'euros liée à un examen - actuellement en cours à l'échelle du secteur - des prêts hypothécaires de type « tracker rate » dont l'origine remonte à avant 2009 en Irlande.

- -12 millions d'euros pour le Centre de groupe. Cela représente une baisse de 24 millions d'euros par rapport au niveau enregistré au précédent trimestre, largement située dans les revenus à la juste valeur et liés aux activités de trading.

Ratios par division sélectionnés	Belgique		République tchèque		Marchés internationaux	
	9M2017	Exercice complet 2016	9M2017	Exercice complet 2016	9M2017	Exercice complet 2016
Ratio charges/produits, activités bancaires (entre parenthèses : après répartition homogène des taxes bancaires et exclusion de divers éléments hors exploitation)	53% (52%)	54% (55%)	41% (42%)	45% (46%)	68% (67%)	64% (66%)
Ratio combiné, assurance non-vie	80%	92%	97%	96%	92%	94%
Ratio de coût du crédit*	0.10%	0.12%	0.04%	0.11%	-0.74%	-0.16%
Ratio de crédits impaired	2.8%	3.3%	2.5%	2.8%	22.4%	25.4%

* Un chiffre négatif indique une libération nette de réductions de valeur sur crédits (impact positif sur les résultats).

Un tableau reprenant les résultats complets est fourni à la section « Additional Information » du Quarterly Report. Une courte analyse des résultats par division est fournie dans la présentation destinée aux analystes (disponible sur www.kbc.com).

Fondamentaux robustes : fonds propres, solvabilité et liquidité

À fin septembre 2017, le total de nos capitaux propres s'élevait à 18,4 milliards d'euros (17,0 milliards d'euros de capitaux propres de la société mère et 1,4 milliard d'euros d'instruments additionnels Tier-1), soit 1,0 milliard d'euros de plus qu'au début de l'année. Cette évolution au cours des neuf premiers mois de l'année résulte de l'inclusion du bénéfice pour cette période (+2,2 milliards d'euros), du paiement du dividende final pour 2016 en mai et de la décision de verser un acompte sur le dividende pour 2017 en novembre (soit un total de -1,2 milliard d'euros), de l'évolution des réserves disponibles à la vente et de couverture de flux de trésorerie (-0,1 et +0,2 milliard d'euros, respectivement) et d'un certain nombre d'éléments mineurs.

Au 30 septembre 2017, notre ratio common equity à pleine charge (Bâle III, selon le compromis danois) s'établissait à un solide niveau de 15,9%. Le ratio de levier financier (« leverage ratio », Bâle III, à pleine charge) s'est inscrit à 5,8%. Au 30 septembre 2017, KBC Assurances affichait un solide ratio de solvabilité de 221% en vertu du cadre réglementaire Solvency II.

Notre liquidité s'est également maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 150% et un ratio NSFR de 130% à la fin du mois de septembre 2017.

Analyse de la période year-to-date (9M2017)

Le résultat net pour les neuf premiers mois de 2017 s'établit à 2 176 millions d'euros, contre 1 742 millions d'euros pour la même période en 2016.

Remarque : les résultats pour les neuf premiers mois de 2017 englobent le résultat net de 14 millions d'euros généré par les entités UBB et Interlease en Bulgarie, d'acquisition récente, au cours de la période allant de juillet à septembre.

Faits marquants (par rapport aux 9M2016) :

- Revenus d'intérêts nets en légère baisse (-3%, à 3 091 millions d'euros). Le volume des dépôts a progressé de 12% et celui des prêts de 6%. Dans le cadre de cette croissance des volumes, quelque 1,4 point de pourcentage (pour les prêts) et 1,9 point de pourcentage (pour les dépôts) étaient dus à l'intégration pour la première fois d'UBB/Interlease dans les chiffres. La marge nette d'intérêts pour les neuf premiers mois de 2017 s'élève à 1,86%, soit une baisse par rapport aux chiffres de la même période en 2016, qui s'établissaient à 1,94%.
- Une contribution au revenu accrue des résultats techniques des activités d'assurance (+57%, à 501 millions d'euros). Celle-ci était imputable aux activités d'assurance non vie, où les recettes de primes et les résultats de la réassurance ont progressé, alors que les charges techniques ont diminué (en raison en partie d'une libération exceptionnelle de provisions en Belgique) et aux activités d'assurance vie qui ont notamment bénéficié d'une libération de provisions en Belgique. Dans le non vie, le ratio combiné s'inscrit à un excellent niveau de 83% year-to-date. Les ventes de l'assurance vie ont baissé de 19%, plombées en particulier par une diminution des ventes de produits à taux d'intérêt garanti.
- Une hausse significative des revenus nets de commissions (+19%, à 1 277 millions d'euros), que l'on doit avant tout à nos services de gestion d'actifs. À la fin septembre 2017, les actifs sous gestion totaux s'élevaient à 217 milliards d'euros, soit une hausse de 4% en rythme annuel en grande partie attribuable à la bonne tenue des prix.
- Un niveau plus élevé pour tous les autres éléments de revenus combinés (953 millions d'euros). Ceci inclut une nette hausse du résultat net des instruments financiers à la juste valeur (qui a presque doublé, à 622 millions d'euros), une baisse des plus-values nettes réalisées sur les actifs disponibles à la vente (-18%, à 148 millions d'euros, la période de référence ayant compris un gain sur la vente des actions Visa Europe), une légère baisse du revenu de dividende (-6%, à 55 millions d'euros) et une baisse des autres revenus nets (-19%, à 128 millions d'euros, en partie en raison de la constitution d'une provision liée à un examen - actuellement en cours à l'échelle du secteur - des prêts hypothécaires de type « tracker rate » dont l'origine remonte à avant 2009 en Irlande).
- Un léger accroissement des charges d'exploitation (+2%, à 3 053 millions d'euros), imputable pour l'essentiel à l'augmentation des coûts de personnel (évolution des salaires et charges de retraite, entre autres) et une hausse des frais ICT, intégration pour la première fois d'UBB/Interlease dans les chiffres et, dans une moindre mesure, hausse des frais professionnels et dépréciation, alors que les dépenses d'équipements et les coûts de marketing ont légèrement reculé. En conséquence, le ratio charges/produits s'établit à un solide 54% year-to-date.
- Une baisse sensible des réductions de valeur sur crédits (hausse nette de 71 millions d'euros pour les trois premiers trimestres de 2016 contre une libération de provisions nette de 57 millions d'euros pour la même période en 2017), essentiellement en raison des libérations des réductions de valeur en Irlande. Par conséquent, le ratio de coût du crédit s'est inscrit à un excellent niveau de -0,05% pour l'ensemble du groupe (un chiffre négatif indique un impact positif sur les résultats).
- Le résultat net pour les neuf premiers mois de 2017 se répartit comme suit : 1 240 millions d'euros pour la division Belgique (+25% par rapport à la même période en 2016), 534 millions d'euros pour la division République tchèque (+15%), 370 millions d'euros pour la division Marchés internationaux (+28%, ou +23% hors UBB/Interlease) et 32 millions d'euros pour le Centre de groupe (hausse de 37 millions d'euros). Le résultat pour la division Marchés internationaux se divise comme suit : 164 millions d'euros pour l'Irlande (+84%, principalement en raison d'une libération plus importante de réductions de valeur sur crédits), 107 millions d'euros pour la Hongrie (statu quo), 63 millions

d'euros pour la Slovaquie (-17%) et 31 millions d'euros pour la Bulgarie (+94%, inclusion d'UBB/Interlease dans les chiffres à partir du troisième trimestre 2017).

Déclaration relative aux risques

Nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, les risques de défaut de crédit, les risques de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, les risques de change, les risques de marché, les risques de liquidité et de financement, les risques d'assurance, l'évolution de la réglementation, les risques opérationnels, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Bien que surveillés de près et gérés dans le cadre strict de règles de gouvernance et de limites, ces risques peuvent avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions. À l'heure actuelle, nous estimons qu'un certain nombre d'éléments constituent le principal défi pour le secteur financier en général. Par conséquent, ils nous affectent également. L'incertitude réglementaire liée aux exigences en matière de capital constitue un thème majeur pour le secteur, outre une protection accrue du consommateur. L'environnement de taux bas reste lui aussi problématique, malgré la tendance haussière observée récemment, en particulier pour les échéances plus longues, combinée à l'augmentation du risque de bulles financières. Le secteur financier est par ailleurs confronté aux risques systémiques potentiels découlant des évolutions politiques et financières, telles que le Brexit ou des mesures protectionnistes aux États-Unis, qui auront un impact certain sur l'économie européenne. Les risques politiques dans l'UE se sont dissipés à l'issue des élections néerlandaises et françaises, mais la situation en Catalogne pourrait raviver les incertitudes. Qui plus est, le secteur bancaire continue de susciter des craintes dans certains pays. La technologie financière constitue un défi supplémentaire pour le modèle d'entreprise des institutions financières traditionnelles. Enfin, les cyber-risques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie.

Sur le front macroéconomique, la bonne dynamique de la croissance économique mondiale s'est poursuivie au troisième trimestre 2017. Cet environnement favorable a permis à la Fed d'entamer le programme de normalisation de son bilan au début du mois d'octobre. La croissance économique dans la zone euro est restée bien supérieure à son taux potentiel à long terme, le marché du travail européen s'en trouvant davantage renforcé encore. Le troisième trimestre a été marqué par une hausse des prix pétroliers, avec à la clé une modeste augmentation de l'inflation globale par rapport au trimestre précédent. L'inflation de base est cependant demeurée globalement stable à un niveau peu élevé. Les rendements des obligations d'État à long terme, tant américaines qu'allemandes, ont clôturé le troisième trimestre à des niveaux bas quasi stationnaires. Dans le même temps, les spreads des rendements souverains au sein de l'UEM sont demeurés généralement stables, à l'exception notable de l'Espagne (légère hausse due aux événements politiques en Catalogne) et du Portugal (forte baisse due au relèvement de sa note souveraine). Au final, la performance économique solide de la zone euro a donné lieu à une forte appréciation de l'euro face au dollar américain. L'euro a connu un pic à la fin août, avant de fléchir à nouveau quelque peu compte tenu de la ferme intention de la Fed de poursuivre sur la voie de la normalisation.

Les données relatives à la gestion des risques sont reflétées dans nos rapports annuels, les rapports trimestriels et les Risk Reports, tous disponibles sur le site www.kbc.com.

Nos opinions et prévisions

Notre opinion sur les taux d'intérêt et les taux de change : la BCE poursuivra son programme d'assouplissement quantitatif jusqu'à septembre 2018 au moins. Le volume de ces achats mensuels nets sera toutefois revu à la baisse à 30 milliards d'euros à compter de janvier 2018. La BCE ne relèvera son taux directeur qu'en 2019. En attendant, nous anticipons un nouveau relèvement de taux de la Fed en 2017 et trois

de plus pour 2018 (chacun de 25 pb). Aussi le billet vert devrait-il être soutenu par les taux d'intérêt à court terme et s'apprécier face à la monnaie unique européenne en 2017 et début 2018. L'euro reprendra son ascension à l'issue de cette période. Compte tenu de l'environnement de faible inflation et des politiques monétaires mondiales qui restent extrêmement accommodantes, les rendements des obligations allemandes et américaines d'échéance longue ne devraient augmenter que légèrement pendant la période à venir. Contrairement à la BCE, qui privilégie une approche plus consensuelle (dovish), la Banque nationale tchèque a déjà commencé à serrer la vis monétaire et poursuivra probablement dans cette veine l'année prochaine. Nous anticipons deux relèvements des taux l'année prochaine, qui porteront le taux des prises en pension à 1% d'ici fin 2018. Toutefois, compte tenu de l'évolution de la conjoncture économique et de l'inflation, à laquelle s'ajoute la possibilité de mesures de stimulation fiscale par le nouveau gouvernement, il n'est pas exclu que la politique prenne une orientation plus belliciste.

Notre opinion sur la croissance économique : l'environnement économique de la zone euro est clément et le secteur de la consommation demeure ainsi solide. Le taux de chômage ne cesse de reculer, ce qui continuera de soutenir la consommation au cours de la période à venir. Les principaux risques proviennent toujours de la tendance à la démondialisation et des inquiétudes géopolitiques, qui pourraient accroître les incertitudes et donc impacter le climat économique.

Note à l'attention des détenteurs du milliard de dollars de titres CoCo (contingent capital note) de KBC Bank SA :

- nous avons l'intention d'émettre un call sur ces titres en janvier 2018. Leur valeur en capital a donc déjà été retirée du capital Tier 2. L'impact de ce call a été largement compensé par l'émission fructueuse d'une valeur benchmark Tier 2 à hauteur de 500 millions d'euros en septembre 2017.

Nous réitérons nos prévisions :

- S'agissant de l'Irlande, nos prévisions concernant les réductions de valeur sur crédits tablent sur une libération de provisions nette à hauteur de 160-200 millions d'euros pour l'exercice 2017 complet.
- La première application de la norme IFRS 9 (qui vise à remplacer certaines exigences de la norme IAS 39 au 1er janvier 2018) devrait faire baisser de 45-55 points de base notre ratio common equity à pleine charge, en raison essentiellement des reclassements de portefeuilles bancaires.
- Conformément à notre politique de dividendes, le Conseil a décidé de payer un dividende intérimaire de 1 euro par action en tant qu'acompte sur le dividende total (date de paiement : 17 novembre 2017 ; date d'enregistrement : 16 novembre 2017 ; date de détachement du coupon : 15 novembre 2017).
- Nous réitérons que la réforme du régime de l'impôt sur les sociétés prévue en Belgique – mais pas encore approuvée - annoncée le 26 juillet 2017 affecterait KBC principalement en raison de la réduction graduelle visée du taux d'imposition, qui devrait passer de 33,99% à 29,58% (à l'exercice comptable 2018) puis à 25% (à l'exercice comptable 2020). Cette réforme devrait selon nous avoir un impact positif récurrent sur le compte de résultat à partir de 2018, un léger impact positif non récurrent sur le ratio common equity au quatrième trimestre 2017 (environ +0,2%) et un impact négatif immédiat mais non récurrent sur le compte de résultat au quatrième trimestre 2017 (estimé à -230 millions d'euros en raison d'une réduction des actifs d'impôts différés).

Pour tout complément d'information, veuillez contacter :

Wim Allegaert, Directeur Investor Relations, KBC Groupe

Tel. +32 2 429 50 51 - E-mail : wim.allegaert@kbc.be

Viviane Huybrecht, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe

Tel. +32 2 429 85 45 - E-mail : pressofficekbc@kbc.be

* Le présent communiqué contient des informations soumises aux règles de transparence applicables aux entreprises cotées.

KBC Groupe SA

Avenue du Port 2 – 1080 Bruxelles
Viviane Huybrecht
Directeur
Communication Groupe / Porte-parole
Tél. : +32 2 429 85 45

Service de presse
Tél. : +32 2 429 65 01 Stef Leunens
Tél. : +32 2 429 29 15 Ilse De Muyer
E-mail : pressofficekbc@kbc.be
Suivez-nous sur www.twitter.com/kbc_group

Les communiqués de presse KBC peuvent être consultés sur www.kbc.com ou obtenus en envoyant un courriel à l'adresse "pressofficekbc@kbc.be".

Vérifiez l'authenticité de ce document sur www.kbc.com/fr/authenticity